

# La dÃ©pense de protection de l'environnement

Dossier de la rÃ©daction de H2o  
January 2016

En 2013, l'ensemble des dépenses consenties pour la protection de l'environnement par les ménages, les entreprises privées et les administrations publiques a représenté 47,2 milliards d'euros, en progression de 1,8 % par rapport à 2012. La progression du coût de la gestion publique des achats ménagers, la hausse des ventes de véhicules électriques et l'augmentation de la proportion de biocarburants incorporés dans les carburants classiques contribuent à cette croissance. En ajoutant à cette dépense les thématiques relatives à la gestion des ressources, à savoir l'alimentation en eau potable et le secteur de la récupération, plus de 67 milliards d'euros sont dépensés en France dans le domaine de l'environnement. La chute des cours des matières premières a contribué à une baisse de la dépense dans le domaine de la récupération. En revanche, la dépense en faveur des énergies renouvelables est en hausse de 8,2 % en 2013, notamment dans la production hydraulique.

Entre 2000 et 2013, les dépenses de protection de l'environnement et de gestion des ressources augmentent à un rythme plus élevé que celui du produit intérieur brut (PIB). Les pouvoirs publics ont contribué à cette dynamique de croissance des préoccupations environnementales de la société par le biais de mesures incitatives (dispositif bonus/malus par exemple). De même, la réglementation a influé sur la progression de la dépense en imposant en particulier une amélioration technique des procédés utilisés (collecte sélective des achats, mise aux normes des stations d'épuration...).

Dépense nationale liée à l'environnement

À L'édition 2015 des comptes de l'environnement